

ANEM ÒC! PER LA LENGA OCCITANA

"On a été patients, mais on va peut-être faire plus énergique pour se faire entendre !"

Carcassonne a fait, samedi 24 octobre, aussi bien sinon mieux que Béziers en 2007 en rassemblant quelques 20.000 occitans pour la reconnaissance de leur langue. Bien au-delà du "culturel", les manifestants ont revendiqué une politique linguistique incluant des mesures dans l'aménagement du territoire.

L'inconnue de ce type d'événement est l'adhésion ou pas du public ciblé. Sur ce point le collectif Anem Òc, organisateur de la manifestation, a pu afficher un sourire ravi. Après une matinée un peu tristounette, des groupes ont surgi de nulle part et de partout à la fois. À l'heure du déjeuner, ils se sont progressivement massés dans et autour du square André-Chénier. Le village occitan composé de producteurs locaux, de libraires, de stands tenus par les calendrettes, etc. en a frémi de plaisir pendant que les élus se succédaient sur la scène centrale (voir encadré). Une trentaine de départements couvrant de l'Aquitaine à la Drôme et du Val d'Aran espagnol (où l'occitan est une langue officielle) jusqu'au Piémont italien, étaient représentés. Arborant fièrement leurs oriflammes, des Corses, Basques, Bretons et Catalans, étaient également venus apporter leur soutien à la défense des langues minoritaires. Finalement, à l'heure convenue pour le départ du cortège, c'est une véritable déferlante sang et or qui a submergé la préfecture audoise.

"Volem viure al país!"

Le défilé s'étendait du square

André-Chénier jusqu'au rond-point du portail des Jacobins, en rang serré sur toute la largeur des boulevards. Petit clin d'œil à l'histoire, à hauteur de la caserne de la Perrine les défenseurs de la langue d'Oc ont entonné "Gloire au 17^{em}" (régiment qui, lors de la révolte viticole, déposa les armes et fraternisa avec les viticulteurs le 20 juin 1907 à Béziers). La marche a repris toujours conduite par les enfants de la calendrette de Carcassonne qui vociféraient à plein poumon "L'occitan a la televisiù!" en portant une immense banderole presque aussi haute qu'eux. Le Vieux-Pont, passage symbolique toujours autant chargé d'émotion, la Trivalle somptueusement pavoisée, une dernière côte, le franchissement de la porte de Narbonne... Le cortège a fait une entrée flamboyante dans la citée, au son des boudègues de la Montagne Noire et des fifres provençaux, sous le regard médusé des touristes d'arrière-saison.

Un statut légal revendiqué

Difficile d'évaluer cette foule, entre 14 et 18.000 d'après les services de police (omniprésents surtout aux abords de la Préfecture), plus de 20.000 selon les organisateurs.



La foule bigarrée formait une armée pacifiste qui escortait l'effigie de Raymond IV de Toulouse. Ce dernier a fait une arrivée triomphale dans la cité comme s'il s'agissait d'une reconquête

Ce chiffre doit être plus près de la réalité car, même après avoir longuement attendu que les manifestants s'entassent dans les lices, les discours étaient achevés quand la queue du cortège a enfin franchi le pont-levis. Entre temps, quatre orateurs s'étaient exprimés pour demander: "une loi ou un texte réglementaire établissant un statut légal des langues régionales" allant de pair avec la "création d'une télévision et d'une radio de service public en langue occitane et l'instauration d'une politique linguistique ambitieuse permettant de développer l'enseignement de l'occita". "On a été patients, mais on va peut-être faire plus énergique pour se faire entendre", a averti David Grosclaude, président de l'Institut d'études occitanes, avant un dernier et vibrant "Se canto" qui a mis fin à la manifestation. Certains sont retournés au square, d'autres sont partis à Ville-gailhenc. Pour ceux-là, la fête ne faisait que commencer...

D.S.



Les musiciens des différents groupes se sont rassemblés pour accompagner le cortège des incontournables "Coupò santo", "Se Canto" et, "Gloire au 17^{em}".



Les Occitans ont rivalisé d'imagination dans la confection de banderoles fleuries comme celle-ci: "La langue d'Oc n'est pas une langue d'âne"



Un des chevilles ouvrières de la manifestation, Alan Roch arborait un sourire ravi quant à l'annonce des chiffres de participation: "Si on avait fait moins qu'à Béziers, on n'aurait pas été crédible mais devant l'ampleur du mouvement, il faudra bien qu'on nous entende!"

► La position des "politiques"

Dès la fin de la matinée, on notait dans le square André-Chénier la présence d'une foule d'élus locaux avec une belle représentation du Minervo, de nombreux départementaux, de régionaux (proximité des élections?), mais aussi d'Italie, du Val d'Aran, de Catalogne. En ouvrant la série des discours, Jean-Louis Blénet, président de la confédération des Calandrettes (établissements bilingues occitans), leur a adressé un message: "Nous observons qui est là aujourd'hui avec nous (...) Nous voulons que nos élus définissent des politiques linguistiques avec un engagement budgétaire qui s'étende notamment à l'aménagement du territoire (panneaux de signalisation bi-lingues, etc.) et qu'ils fassent la pression nécessaire à cet effet sur l'Etat". A l'image de tous les orateurs qui ont unanimement fustigé le comportement de "cet Etat Jacobin", le député européen Verts, José Bové, a qualifié de première "victoire" la reconnaissance des langues régionales comme "patrimoine de la France" depuis 2008 dans la Constitution.

"Nos élus doivent s'emparer de la question" Jean-Louis Blénet.

L'élú des Verts a poursuivi sur un ton plus incisif: "L'Etat français a failli à sa parole en ne traduisant pas dans la loi française la charte européenne des langues régionales (...) Il n'y aura pas d'Europe sans une reconnaissance de la diversité (...) L'Etat doit assurer l'apprentissage de l'occitan de la maternelle à la terminale.". L'ancien président du Parlement européen, Gérard Onesta, a ajouté: "L'occitan est une richesse y compris économique. L'Etat français est un des seuls ne pas avoir ratifié la loi des langues minoritaires (...) Plus nous serons nombreux à marcher cet après-midi et plus ils entendront nos pas en haut. Ils seront bien obligés alors de ratifier cette loi!". Gustave Albirol, président du Parti occitan, a insisté sur le rôle que la Région pourrait tenir: "Il est grand temps qu'un débat sérieux s'instaure dans le pays occitan sur des mesures indispensables pour la survie de notre identité. Nos élus régionaux sont les premiers concernés. Il leur revient de devoir mettre en place un conseil culturel interrégional occitan nécessaire pour toute politique sérieuse".